

Il ne s'agit pas de l'affrontement de doctrines commerciales opposées. Ni d'un désaccord sur les objectifs. Et même, on note une bonne part d'entente quant aux faits. Les questions litigieuses se rapportent principalement à la négociation d'un accord relatif à l'automobile, ce qui nous ramène aux structures fondamentales des relations économiques entre nos deux pays.

Voilà pourquoi il est si difficile de résoudre ces problèmes.  
Nous sommes ici aux prises avec le problème du fonctionnement des entreprises multinationales, dont le siège social est aux Etats-Unis, qui produisent aux Etats-Unis et au Canada et qui alimentent le marché nord-américain. Comment peut-on diriger ces entreprises de la façon la plus efficace, avec le minimum de restrictions commerciales et à l'avantage des deux pays? Comment la production, et par conséquent les possibilités d'emploi, doit-elle être répartie pour que chacun de nous en reçoive sa juste part?

Ce sont là les questions auxquelles nous essayons de répondre depuis des mois, bien avant que les Etats-Unis, le 15 août, n'annoncent leur Nouvelle politique économique.

C'est une question importante mais elle n'entraîne pas une divergence fondamentale de politique commerciale entre le Canada et les Etats-Unis. Il serait en fait ridicule qu'il se produise un sérieux relâchement de nos relations parce que nous éprouvons certaines difficultés à nous entendre au sujet de l'avenir de l'accord sur l'industrie automobile, qui a été si avantageux aux deux parties.

Un tel accrochage serait encore plus à déplorer du fait que le Gouvernement a clairement indiqué que le Canada comprend et approuve tout à fait le désir de l'Administration des Etats-Unis de remédier à certaines inégalités fondamentales des relations monétaires et commerciales sur le plan international. Le Canada a apporté un remède à certains aspects de cette situation, par exemple en laissant "flotter" le dollar canadien et en avançant la date d'entrée en vigueur des réductions tarifaires négociées lors du Kennedy Round et ceci bien des mois avant que les Etats-Unis n'annoncent leur Nouvelle politique économique. Le Gouvernement était prêt à aller plus loin. Il a fait une offre au Gouvernement des Etats-Unis. Chaque partie a accepté de revoir sa position afin de poursuivre les négociations, bien que, en ce qui le concerne, le Gouvernement canadien n'ait pas à tenter de s'excuser de sa première offre: elle était équitable mais les Etats-Unis l'ont repoussée.

Cette reprise des négociations entre le Canada et les Etats-Unis ne sera qu'une partie du travail de recherche tendant à libéraliser le commerce international, recherche à laquelle le Canada souhaiterait voir participer tous les Etats commerçants du monde lors même qu'ils cherchent à protéger leurs principaux intérêts économiques.